



Le candidat, Guy PAGES,

Retraité, Syndicaliste viticulteur :

« *La viticulture, l'agriculture, sont en train d'être liquidées comme l'ont été l'industrie, la sidérurgie, le textile... Loin de nous aider l'Union Européenne avec la PAC (politique agricole commune), a permis aux multinationales d'opposer les producteurs de différents pays entre eux : cerises importées de Turquie, fruits et légumes d'Espagne, du Maroc, d'Italie, on nous demande d'être concurrentiels avec des pays où salaires et protection sociale sont scandaleusement bas ! Par le biais des interprofessions, le négoce et la grande distribution imposent leurs prix et leurs critères pour leur seul profit, au détriment des producteurs et des consommateurs. **Les paysans exigent des prix leur permettant de vivre de leur travail** et non pas d'attendre après des subventions conditionnées par l'U.E.*

*A Sète où la spéculation immobilière bat son plein, l'aménagement des quais pour accueillir les super porte containers géants n'est pas pour rassurer sur l'avenir de la pêche « petits métiers » alors que les lobbies de la pêche s'exercent déjà en dépit des réglementations. **Face à une déréglementation imposée par l'U.E., faite pour nous détruire, nous n'en pouvons plus. Nous voulons des lois qui nous protègent, qui nous garantissent un revenu minimum avec des prix rémunérateurs et une retraite au moins égale au SMIG pour tous, agriculteurs, pêcheurs, ouvriers ! Mais pour cela nous avons besoin d'élus du peuple qui votent des lois d'urgence avec une Assemblée Nationale Constituante responsable devant le peuple souverain !*** »

Militants du POID-34, élus municipaux, ils témoignent: Yves Gonzales, élu à Caux, Guy Desalasse élu à Cabrières : « avec des centaines d'autres élus qui sont allés manifester pour cela à l'Assemblée Nationale, nous réclamons le rétablissement des compétences communales confisquées au profit des agglos et des métropoles à caractère obligatoire et l'abrogation des lois NOTRe et Mapam ! Ces lois détruisent nos communes et leurs services publics Nous voulons la **restitution de vrais services publics** (et non ces hypocrites maisons de service au public qui organisent leur privatisation). **Nous exigeons le rétablissement du monopole de la poste !** »

SEUL UN GOUVERNEMENT OUVRIER, UN GOUVERNEMENT DU PEUPLE POUR LE PEUPLE , ROMPANT AVEC L'UNION EUROPEENNE ET LA 5^{ème} REPUBLIQUE SERA EN CAPACITE DE PRENDRE LES MESURES AUDACIEUSES NECESSAIRES .

Pour combattre pour un gouvernement ouvrier, il faut un parti ouvrier

Avec le Parti Ouvrier Indépendant Démocratique, c'est le combat que nous menons :

Comment aider à la réalisation de l'unité pour construire ce parti : TEL EST LE SENS DE NOTRE CANDIDATURE

Nous sommes présentés par notre parti le POID sur la 7^{ème} Circonscription de l'Hérault parce que les institutions, aussi bien celles de la 5^{ème} république avec son roi sans couronne que celles de l'Union Européenne dévouées à la banque mondiale, ont démontré que leur seul objet est la survie du système capitaliste. Le peuple les a rejetées au 1^{er} tour des Présidentielles, mais le deuxième tour a confisqué la démocratie



La suppléante Lydie GUYOT

Syndicaliste enseignement
directrice d'école retraitée :

« **Il faut reconquérir l'Ecole Publique**, pour cela, en finir avec les lois scolaires des gouvernements successifs de la 5^{ème}

*République, qui favorisent toujours plus l'autonomie des établissements et la concurrence entre eux au détriment d'un **enseignement égal pour tous** : de la Loi Debré(1959) à la Loi Peillon et sa contre-réforme des « rythmes scolaires » qui désorganise l'Ecole et entretient la confusion entre scolaire et périscolaire ; les horaires et les jours de classe changent d'une commune à l'autre, voire d'une école à l'autre, provoquant le départ d'élèves du public vers le privé qui lui est exempté d'appliquer ces rythmes, tout en recevant des financements de l'Etat, parfois complétés par des aides locales... Ainsi, à Sète, le maire a décidé de laisser à l'enseignement catholique les bâtiments publics de l'ancien collège Victor Hugo. **Rétablissons les fonds publics à la seule Ecole Publique ! Abrogation de toutes les lois anti-laïques !** »*

Jacqueline, Infirmière, syndicaliste santé, militante du POID-34, retraitée, elle témoigne: « **Il faut aussi abroger la loi Touraine qui détruit l'Hôpital Public à travers les GHT (groupement Hospitalier de territoire) et qui détruit la Sécu (en 2017 elle prévoit 3milliards d'économie sur la sécu et 1,5 milliards sur les hopitaux) ! et tout cela pour payer la dette et renflouer les banques sur le dos des malades.** »

Bernard, retraité : « **il faut une loi garantissant la revalorisation permanente des retraites** »

Que propose le Parti Ouvrier Indépendant Démocratique ?

- **Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste** qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, **nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier**, qui, rompant avec la V^e République et l'Union européenne :
 - bloquera les licenciements ;
 - rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
 - renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
 - rouvrira les services hospitaliers, les bureaux de poste, et les services publics qui ont été fermés
 - permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
 - abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, la loi Peillon etc...
- **À la V^e République, régime antidémocratique** avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, **nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante souveraine** de délégués élus mandats, révocables qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.
- **À l'Union européenne**, machine à tout détruire au service des banquiers et des spéculateurs, **nous opposons la nécessité d'abroger les traités**, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples) et des directives et des traités.
- **À la volonté du gouvernement Macron d'intégrer les organisations syndicales** à ses plans destructeurs, **nous opposons la défense de l'indépendance** des organisations syndicales.
- **A la politique de guerre**, d'ingérence et d'interventions militaires – dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN – **nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises** de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du *Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI*).
- **A la coalition des exploiters**, des patrons et des gouvernants à leur service, **nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations** sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.
- **À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général »**, **nous opposons la lutte de classe** car la lutte de classe, c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes avec leurs propres organisations sur leur propre terrain pour défendre leurs droits et leurs garanties.
- **À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats**, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, **nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre, d'organisations de classe.**

**Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier,
pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme,
nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier.
Rejoignez-nous !**